

CR 99/15

*International Court
of Justice*

THE HAGUE

*Cour internationale
de Justice*

LA HAYE

YEAR 1999

Public sitting

held on Monday 10 May 1999, at 3 p.m., at the Peace Palace,

Vice-President Weeramantry, Acting President, presiding

in the case concerning Legality of Use of Force

(Yugoslavia v. Belgium)

Request for the indication of provisional measures

VERBATIM RECORD

ANNEE 1999

Audience publique

tenue le lundi 10 mai 1999, à 15 heures, au Palais de la Paix,

*sous la présidence de M. Weeramantry, vice-président
faisant fonction de président*

dans l'affaire relative à la Licéité de l'emploi de la force

(Yougoslavie c. Belgique)

Demande en indication de mesure conservatoire

COMPTE RENDU

Present:	Vice-President	Weeramantry, Acting President
	President	Schwebel
	Judges	Oda
		Bedjaoui
		Guillaume
		Ranjeva
		Herczegh
		Shi
		Fleischhauer
		Koroma
		Vereshchetin
		Higgins
		Parra-Aranguren
		Kooijmans
		Rezek
	Judges <i>ad hoc</i>	Kreća
		Duinslaeger
	Registrar	Valencia-Ospina

Présents :

- M. Weeramantry, vice-président, faisant fonction de président en l'affaire
- M. Schwebel, président de la Cour
- MM. Oda
 - Bedjaoui
 - Guillaume
 - Ranjeva
 - Herczegh
 - Shi
 - Fleischhauer
 - Koroma
 - Vereshchetin
- Mme Higgins
- MM. Parra-Aranguren
 - Kooijmans
 - Rezek, juges
 - Kreća
 - Duinslaeger, juges *ad hoc*
- M. Valencia-Ospina, greffier

The Government of the Federal Republic of Yugoslavia is represented by:

Mr. Rodoljub Etinski, Chief Legal Adviser in the Ministry of Foreign Affairs, Professor of International Law, Novi Sad University,

as Agent;

H. E. Mr. Milan Grubić, Ambassador of the Federal Republic of Yugoslavia to the Netherlands,

as Co-Agent;

Mr. Ian Brownlie, C.B.E., Q.C., Chichele Professor of Public International Law, Oxford,

Mr. Carlos Casillas Velez, Vice-President of the Mexican Academy of International Law and Professor of Law at UNAM University,

Mr. Olivier Corten, Lecturer at the Faculty of Law of the Free University of Brussels,

Mr. Stevan Djordjević, Professor of International Law, Belgrade University,

Mr. Pierre Klein, Lecturer at the Faculty of Law of the Free University of Brussels,

Mr. Miodrag Mitić, Assistant Federal Minister for Foreign Affairs of the Federal Republic of Yugoslavia (Ret.),

Mr. Eric Suy, Professor at the Catholic University of Leuven, former Under-Secretary-General and Legal Counsel of the United Nations,

Mr. Paul J. I. M. de Waart, Professor emeritus of International Law, Free University of Amsterdam,

as Counsel and Advocates;

Mrs. Sanja Milinković,

as Assistant.

The Government of the Kingdom of Belgium is represented by:

Mrs. Raymonde Foucart-Kleynen, Director-General Legal Matters at the Ministry of Foreign Affairs,

as Agent;

Mr. Johan Verbeke, Deputy Director-General, Directorate-General for Multilateral Political Relations and Special Matters at the Ministry of Foreign Affairs,

as Deputy-Agent;

Mr. Rusen Ergec, Advocate at the Brussels Bar and Professor at the Free University of Brussels,

Mr. Patrick Geortay, Advocate at the Brussels Bar,

Mrs. Colette Taquet, Counsellor to the Minister for Foreign Affairs.

Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie est représenté par :

M. Rodoljub Etinski, conseiller juridique principal au ministère des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie et professeur de droit international à l'Université de Novi Sad,

comme agent;

S. Exc. M. Milan Grubić, ambassadeur de la République fédérale de Yougoslavie aux Pays-Bas,

comme coagent;

M. Ian Brownlie, C.B.E., membre du barreau d'Angleterre, professeur de droit international public, titulaire de la chaire Chichele à l'Université d'Oxford,

M. Carlos Casillas Velez, vice-président de l'*Academia Mexicana de Derecho Internacional* et professeur de droit international à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM),

M. Olivier Corten, maître de conférences à la faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles,

M. Stevan Djordjević, professeur de droit international à l'Université de Belgrade,

M. Pierre Klein, maître de conférences à la faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles,

M. Miodrag Mitić, ancien ministre fédéral adjoint des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie,

M. Eric Suy, professeur à l'Université catholique de Louvain (K. U. Leuven), ancien Secrétaire général adjoint et conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies,

M. Paul J. I. M. de Waart, professeur émérite de droit international à la *Vrije Universiteit* d'Amsterdam,

comme conseil et avocats;

Mme Sanja Milinković,

comme assistante.

Le Gouvernement du Royaume de Belgique est représenté par :

Madame Raymonde Foucart-Kleynen, directeur général des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères,

comme agent;

M. Johan Verbeke, directeur général adjoint de la direction générale des relations politiques multilatérales et des questions thématiques du ministère des affaires étrangères,

comme agent adjoint;

M. Rusen Ergec, avocat au barreau de Bruxelles et professeur à l'Université libre de Bruxelles,

M. Patrick Geortay, avocat au barreau de Bruxelles;

Mme Colette Taquet, conseiller du ministre des affaires étrangères.

The VICE-PRESIDENT, acting President: Please be seated. The Court meets now to hear the submissions of Belgium and I have the pleasure in calling upon the distinguished Agent of Belgium, Madame Raymonde Foucart-Kleynen.

Mme FOUCART-KLEYNEN : Monsieur le président, Madame et Messieurs les Membres de la Cour, c'est un grand honneur pour moi de comparaître devant la Cour en qualité d'agent du Gouvernement du Royaume de Belgique.

Je me permets de vous présenter les personnes qui assumeront à mes côtés la défense du Royaume de Belgique : M. Johan Verbeke, directeur général adjoint au ministère des affaires étrangères, en qualité d'agent adjoint du gouvernement, M. Rusen Ergec, professeur à l'Université libre de Bruxelles, avocat au barreau de Bruxelles, en qualité de conseil.

Les moyens qui seront développés par notre conseil porteront, primo sur l'incompétence *prima facie* de votre cour, secundo sur l'urgence des mesures postulées, tertio sur l'absence de tout fondement apparent des violations alléguées et sur la nécessité du recours à la force, le dernier moyen portera enfin sur le contenu des mesures conservatoires postulées. Si la Cour le permet, je passerai la parole à notre conseil, M^e Ergec.

The VICE-PRESIDENT, acting President: Thank you. Mr. Rusen Ergec you have the floor.

M. ERGEC : Merci Monsieur le président. Mesdames et Messieurs les juges, nous avons tous écouté et entendu attentivement les moyens qui ont été articulés ce matin par l'Etat demandeur. Une chose nous a frappé : l'exposé des faits. A notre avis, cet exposé des faits comporte de nombreuses inexactitudes et le contexte de l'intervention armée est gravement déformé. C'est la raison pour laquelle je m'autorise à faire une brève introduction en mettant l'accent sur les faits.

*

* *

I. FAITS ET RETROACTES

Antécédents

Permettez-moi de vous rappeler qu'en 1974 la province du Kosovo s'est vue reconnaître une large autonomie, mais cette autonomie a été brutalement abolie en 1989 par le régime de M. Milosević. En 1992, vous le savez, la République fédérale de Yougoslavie est proclamée et les événements s'accroissent au début de l'année 1998 : les heurts entre les Albanais du Kosovo et les Serbes se multiplient. Les massacres et le nettoyage ethnique commencent.

C'est là qu'entre en scène le Conseil de sécurité. Permettez-moi de vous rappeler les trois résolutions.

Résolution du Conseil de sécurité du 31 mars 1998 — Résolution 1160

La résolution du Conseil de sécurité du 31 mars 1998 — Résolution 1160 qui est prise sur la base du chapitre VII de la Charte des Nations Unies qui constate une menace contre la paix et la sécurité internationales et qui condamne l'usage excessif de la force par les forces de police serbes contre des civils et des manifestants pacifiques au Kosovo.

Le Conseil de sécurité demande une solution politique à la question et une autonomie sensiblement accrue pour le Kosovo. Des conditions sont formulées dans cette résolution, qui sont fort analogues à celles que l'OTAN va formuler par la suite, l'engagement d'un dialogue substantiel pacifique, le retrait des unités de police et des forces militaires et paramilitaires, la permission de l'accès aux organisations humanitaires des zones où des réfugiés sont en détresse, et l'envoi au Kosovo d'une mission du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

La République fédérale de Yougoslavie ne tient pas compte de cette résolution. La situation continue à se détériorer.

Résolution du 23 septembre 1998 — Résolution 1199 (1998)

Il y a le rapport du Secrétaire général qui est rédigé en exécution de la résolution du Conseil de sécurité que je viens de citer. Sur ce rapport du Secrétaire général, une seconde résolution est prise, la résolution 1199 (1998), deuxième résolution du 23 septembre de l'année précédente.

De nouveau, l'usage indiscriminé de la force est condamné, mais il y a une formule très importante qui est contenue dans cette résolution. Le Conseil de sécurité est alarmé, je me permets de souligner, «*par l'imminence d'une catastrophe humanitaire*». C'est très important pour l'argumentation juridique dont il sera question par la suite dans l'exposé.

Imminence d'une catastrophe humanitaire constatée par le Conseil de sécurité

Toujours sur la base du chapitre VII de la Charte, le Conseil de sécurité réitère les demandes qui ont été formulées dans la résolution antérieure.

Puis vient le rapport du Secrétaire général des Nations Unies deux mois plus tard, en exécution de cette résolution sur la situation au Kosovo. Que dit le Secrétaire général de l'Organisation ? Que les combats se poursuivent et la République fédérale de Yougoslavie ignore toujours la résolution en violation flagrante de la précédente. Le Secrétaire général constate qu'il y a exode de 20 000 personnes supplémentaires, que les civils au Kosovo deviennent de plus en plus les cibles des attaques, que 200 000 personnes demeurent déplacées à l'intérieur du Kosovo, et c'est le Haut Commissaire aux réfugiés qui le constate.

Accords d'octobre 1998

Voilà l'état de la situation qui se dégage. Et puis arrive les accords d'octobre 1998, dont il a été question ce matin : *a)* accord Milosević-Holbrooke (S/1998.953), *b)* accord OTAN-République fédérale de Yougoslavie, *c)* accord OTAN-République fédérale de Yougoslavie *d)* accord République fédérale de Yougoslavie-Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe. Le Secrétaire général des Nations Unies, dans les rapports que nous citons dans la note que nous avons déposée, constate néanmoins qu'il y a des «*signes alarmants de risque de détérioration de la situation*».

Résolution du 24 octobre 1998 — Résolution 1203 (1998)

Et c'est à la suite de cette observation qu'arrive la troisième résolution : résolution 1203 du Conseil de sécurité du 24 octobre de la même année. Toujours résolution prise sur la base du chapitre VII de la Charte : constatation d'une menace contre la paix et la sécurité internationales du

fait de la situation au Kosovo. De nouveau, cette formule très importante apparaît dans la résolution, *l'imminence d'une catastrophe humanitaire*; le Conseil de sécurité se montre alarmé par l'imminence d'une catastrophe humanitaire.

Le Conseil de sécurité rappelle que la République fédérale de Yougoslavie a pris publiquement l'engagement de mener à bons termes des négociations en vue d'un règlement politique de la question et il rappelle ses précédentes résolutions qui ont été méconnues par la République fédérale de Yougoslavie.

La situation se détériore. Au mois de janvier, les massacres reprennent. Un nouveau rapport du Secrétaire général, en date du 29 janvier, donc deux mois avant l'intervention armée de l'OTAN. Que dit le Secrétaire général ?

Nous avons trois résolutions qui font appel à la République fédérale de Yougoslavie, il l'invite à respecter ses engagements, mais les massacres continuent et le Secrétaire général des Nations Unies le 29 janvier constate un changement important dans le caractère que revêt la violence au Kosovo. De quoi s'agit-il ? Les massacres se généralisent.

Désormais il couvre presque tout le territoire du Kosovo et surtout on commence à viser l'élite, l'intelligentsia, tous ces intellectuels qui prêchent l'esprit d'ouverture, de tolérance, on leur fait peur, on leur dit : attention, la population est terrorisée dans son ensemble en sont complices, les élites, les intellectuels.

Massacre de Racak

Puis vient le massacre de Racak, le sinistre événement qui a choqué la conscience universelle civilisée. Le 15 janvier 1999, quarante-cinq civils kosovars sont tués quand les troupes yougoslaves (les forces paramilitaires) entrent dans ce village le 15 janvier puis, quand ils en sortent le lendemain, le 16 janvier, on constate quarante-cinq civils massacrés [inaudible]. Une mission d'autopsie menée a établi que la responsabilité de ce massacre incombe aux forces militaires ou paramilitaires de la République fédérale de Yougoslavie.

Position de l'OTAN

Le 30 janvier, le conseil de l'OTAN considère que la crise au Kosovo demeure une menace pour la vie et l'OTAN demande aux Parties de commencer les négociations à Rambouillet et permet en même temps au Secrétaire général de l'OTAN d'ordonner des frappes aériennes sur des objectifs militaires, je précise militaires, en République fédérale yougoslave face à cette détérioration catastrophique de la situation.

Groupe de contact

Mais parallèlement, les négociations de Rambouillet commencent. Vous savez ce qui s'est passé à Rambouillet, vous savez que les Kosovars ont signé l'accord, que la République fédérale de Yougoslavie a refusé de signer ces accords.

Rapport du Secrétaire général des Nations Unies

Nous sommes à la veille de l'intervention armée. Le 17 mars 1999, le Secrétaire général des Nations Unies fait un nouveau rapport qui constate que les meurtres délibérés de civils, les exécutions sommaires, brutalités à l'égard des détenus et enlèvements. Le 17 mars le rapport du Secrétaire général indique que 211 000 personnes sont déplacées à l'intérieur du Kosovo, 25 000 le nombre de personnes déplacées au Monténégro. Le Secrétaire général constate que les forces serbes continuent de violer de manière flagrante les résolutions précitées du Conseil de sécurité.

Action de l'OTAN

Le 24 mars 1999, le Secrétaire général de l'OTAN, en vertu de l'habilitation qu'il a reçue, déclenche l'intervention armée. Quels sont les objectifs de cette intervention armée : paix, multiethnicité, démocratie pour un Kosovo où tous les membres de la communauté du Kosovo quelle que soit leur origine raciale, ethnique ou religieuse puissent vivre en paix, dans le respect des droits fondamentaux de l'homme. Les conditions posées par l'OTAN pour qu'il soit mis un terme aux frappes qui viennent de commencer sont les suivantes, et ce seront les mêmes, sous réserves des décisions prises au sommet des G-8 que je vais exposer :

- i) fin de toute action militaire au Kosovo;
- ii) retrait des forces militaires;
- iii) acceptation d'une présence militaire internationale au Kosovo;

- iv) retour de tous les réfugiés et des personnes déplacées à leur domicile, permission aux organisations d'aide humanitaire d'accéder à ces réfugiés;
- v) assurance donnée par la République fédérale de Yougoslavie de la volonté pour un règlement politique de la crise.

Ces conditions, si vous les examinez attentivement, sont assez proches, je le répète, des conditions qui avaient déjà été formulées par le Conseil de sécurité.

Rejet du projet de résolution proposé au Conseil de sécurité par la délégation russe

Il y a encore un dernier effet saillant que je voudrais vous signaler : le 26 mars, deux jours après le déclenchement de l'opération, au Conseil de sécurité, le représentant russe dépose un projet de résolution, condamnant l'intervention armée de l'OTAN comme contraire à la Charte des Nations Unies. Eh ! bien, cette résolution est rejetée par douze voix contre trois, et si vous examinez les débats qui ont précédé l'adoption de cette résolution, il y est dit : «une cessation immédiate de l'action de l'OTAN enverrait une fois de plus le mauvais message au président Milocević. Mauvais message, ce qui entraînerait une prolongation de l'effusion de sang au Kosovo.

Nouvelles violations flagrantes, massives et systématiques des droits de l'homme au Kosovo

Les violations flagrantes, massives et systématiques des droits de l'homme au Kosovo continuent. Je peux citer un récent rapport de la Commission des droits de l'homme qui date du mois d'avril et qui constate des opérations de purification ethnique à grande échelle.

Position du G-8

Et puis, le sommet du G-8, la décision qui a été prise le 6 mai, le sommet du G-8 qui comprend comme vous le savez outre certaines puissances appartenant à l'OTAN, la Russie et le Japon, adopte une décision pour un règlement pacifique du conflit, fort similaire, il y a des nuances dans la substance aux conditions posées par l'OTAN.

Je résume les faits. Que dénotent ces faits ? Un mépris pour les décisions des plus hautes instances internationales; des manœuvres dilatoires; une politique systématique d'épuration, de répression, de la minorité albanaise au Kosovo, sans préjudice d'autres violations graves des droits de l'homme commises par le régime de la République fédérale de Yougoslavie.

II. De la demande de mesures conservatoires

Je vais à présent vous exposer la manière dont le Gouvernement du Royaume de Belgique voit le problème des mesures conservatoires. Le Royaume de Belgique estime que les conditions pour donner des mesures conservatoires ne sont pas réunies.

Premièrement, il y a absence de compétence *prima facie* de votre Cour.

Deuxièmement, l'urgence n'est pas établie.

Troisièmement, l'imminence d'un préjudice irréparable et le risque d'aggravation du différend ne sont pas non plus établis.

Absence de compétence *prima facie*

Je commence par l'absence de compétence *prima facie* de votre Cour. La demande se base sur l'article 36, paragraphe 2 de votre Statut. Or, je m'excuse Monsieur le président, la reconnaissance de la juridiction de votre Cour est formulée sur la base de l'article 36, paragraphe 2, de votre Statut. Or, une telle déclaration ne peut être formulée (déclaration prévue à l'article 36, paragraphe 2, que par les Etats qui sont *ipso jure* parties de plein droit au Statut de votre Cour, et cela en vertu de l'article 93 de la Charte des Nations Unies. La question, donc, est de savoir, pour déterminer si cette reconnaissance de la juridiction de votre Cour est valable ou non, la question essentielle c'est de savoir si la République fédérale de Yougoslavie peut se prétendre avoir conservé la qualité de Membre de l'ONU qu'avait l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie. La réponse est sans conteste «non». Permettez-moi de vous rappeler brièvement les rétroactes .

Quand la République socialiste fédérative de Yougoslavie a éclaté, tous les autres Etats membres, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, ont formulé une demande d'adhésion à l'ONU parce que ces républiques considéraient qu'aucune d'entre elles ne pouvait prétendre assumer la continuité de l'ex-Etat yougoslave. Donc ces républiques ont à juste titre considéré qu'elles étaient les successeurs de cette ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie, et que donc il fallait formuler une demande d'adhésion à l'ONU. Elles ont été admises à l'ONU, la République fédérale de Yougoslavie ne l'a pas fait. Pourquoi ? La République fédérale de Yougoslavie a toujours estimé qu'elle était le seul continuateur de l'ex-République socialiste de Yougoslavie. Ce point de vue, est-ce qu'il était partagé par la communauté internationale ? Par

l'ONU ? La réponse est non. Non, car l'Assemblée générale de l'ONU a pris une résolution le 22 septembre 1992, résolution très importante, 47/1 et à une majorité massive : par 127 voix contre 6 voix et 26 abstentions, une résolution prise sur la recommandation du Conseil de sécurité que je cite, toutes ces résolutions sont citées. Que dit-elle l'Assemblée générale dans cette résolution ? Que la République fédérale de Yougoslavie ne peut prétendre assumer la qualité de membre de l'ex-république de Yougoslavie. Que donc pour pouvoir siéger à l'ONU, et qu'elle n'est pas Membre de l'ONU, que donc elle doit formuler une demande d'adhésion à l'ONU. C'est clair cette résolution de l'Assemblée générale.

Le 28 octobre 1996, les représentants permanents de la Slovénie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine ont de nouveau écrit au Secrétaire général de l'ONU en disant que la République fédérale de Yougoslavie ne pouvait pas prétendre être le continuateur de l'ex-République sur ses listes de Yougoslavie (Doc. A/51/564-S/1996/885 cité par M. Wood). Les Etats membres de l'Union européenne, les Etats membres de la conférence islamique, les Etats-Unis ont tous partagés ce point de vue qui a été développé dans les instances de l'ONU. D'ailleurs, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les juges, la preuve la plus éclatante de ce que la République fédérale de Yougoslavie n'est pas le continuateur de l'ex-République socialiste fédérale de Yougoslavie est donné par la République fédérale de Yougoslavie elle-même car on relève une déclaration du ministre des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie en date du 22 septembre 1992 devant l'Assemblée générale qui dit : "I hereby formally request membership in the United Nations on behalf of the new Yugoslavia, whose Government I represent." (Doc. A/47/PV.7, 149, cité par M. Wood.)

Si on est déjà Membre pourquoi on demande à devenir Membre. Bon, c'est reconnaître qu'il fallait comme l'exigeait l'Assemblée générale formuler une demande d'adhésion mais il ne suffit pas de formuler une demande d'adhésion il suffit que les instances compétentes de l'ONU décide sur base de l'article 4 de la Charte d'admettre la République fédérale de Yougoslavie dans l'Organisation. Une telle décision n'est jamais intervenue et les instances de l'ONU, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale ne sont jamais revenues sur leur décision de 1992 à savoir que la République fédérale de la Yougoslavie ne peut prétendre être le continuateur de l'ex-Yougoslavie

qui n'est pas Membre de l'ONU. Ce point de vue a été partagé aussi par les institutions internationales spécialisées : Union postale universelle, le conseil d'administration du bureau international du travail, même point de vue. L'Organisation mondiale de la santé, même point de vue. Conclusion : n'étant pas membre de l'ONU, la République fédérale de Yougoslavie n'est pas davantage partie à votre Statut et n'étant pas partie à votre Statut elle ne pouvait pas valablement sur la base de l'article 36, paragraphe 2, de votre Statut formuler une reconnaissance de la juridiction de votre Cour donc cette reconnaissance est dénuée de toute validité et vous n'êtes manifestement pas compétente, manifestement pas compétente de connaître de la demande.

Quant à la prétendue compétence de votre Cour qui serait fondée sur l'article IX de la convention sur la prévention et la répression du crime de génocide

Deuxième chef de compétence invoqué par la République fédérale de Yougoslavie : l'article IX de la convention sur la prévention et la répression du crime de génocide.

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les juges, il s'agit d'un véritable artifice de procédure et le Royaume de Belgique vous le démontrera. C'est un véritable détournement de procédure. Pour que vous puissiez connaître d'une demande ou déclarer être compétente *prima facie* sur la base de cette compétence, il faut que la question soulevée ait trait à l'interprétation de l'application de cette convention. Vous l'avez dit vous-même dans votre ordonnance du 8 avril 1993 : vous avez dit la Cour est compétente

«pour autant que l'objet du différend a trait à «l'interprétation, l'application ou l'exécution» de la convention, y compris les différends «relatifs à la responsabilité d'un Etat en matière de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III» de la convention» (par. 26 de l'ordonnance).

Conclusion quant à la compétence de votre Cour

Donc il faut que l'objet du différend touche au champ d'application de la convention. Il faut que *prima facie* on soit dans le champ d'application de la convention et par quoi est déterminé ce champ d'application : par le concept de «génocide» [des actes de génocide]. Le Royaume de Belgique dans le cas d'espèce est particulièrement abusif et dénué de tout sérieux. Quant on se trouve en présence d'un génocide, la convention elle-même définit le génocide, il faut l'élément intentionnel, l'intention de détruire tout ou partie d'une population ethnique, raciale ou religieuse.

Je mets au défi la République fédérale de Yougoslavie d'apporter le moindre élément de preuve de cette intention, d'une apparente intention, cet élément de preuve n'est pas rapporté. Nous ne sommes donc manifestement pas dans le champ d'application de cette convention sur le génocide et dès lors *prima facie*, il n'y a ici non plus, aucun indice de compétence. Vous n'êtes manifestement pas compétent sur base de cette convention.

De l'urgence

a) L'urgence ici est démentie par les faits car ce matin l'Etat demandeur a reconnu lui-même, j'ai écouté attentivement : on nous a dit «dès le mois d'octobre 1998 de l'année passée, l'OTAN avait formulé des menaces de recours à la force c'est exact, les parties sont d'accord là-dessus. Mais pourquoi alors à l'époque ne pas avoir reconnu la juridiction de votre Cour et demander des mesures conservatoires déjà. Une menace de recours à la force est par hypothèse tout aussi illicite que le recours à la force. Pourquoi avoir attendu ?

Le 30 janvier 1999, le conseil de l'OTAN, je le rappelle, donne l'autorisation publiquement au Secrétaire général de recourir aux frappes aériennes, on ne reconnaît toujours pas la juridiction de votre Cour. Les frappes aériennes commencent le 24 mars toujours, on ne connaît pas la juridiction de votre Cour. Ce n'est que fin avril, lorsque le système est aux abois que par manoeuvre purement tactique on décide de reconnaître la juridiction de votre Cour pour solliciter de la part de votre Cour un véritable ballon d'oxygène.

Absence de tout fondement ou plutôt au caractère nécessaire et impérieux de l'opération armée qui est en cours

L'intervention : le Royaume de Belgique est d'avis que l'intervention armée trouve un fondement sans conteste dans les résolutions du Conseil de sécurité que je viens de citer. Ces résolutions du Conseil de sécurité sont claires, elles sont basées sur le chapitre VII de la Charte, constate une menace contre la paix et la sécurité internationales. Mais il faut aller plus loin et développer l'idée de l'intervention humanitaire armée. L'OTAN, le Royaume de Belgique en particulier, était tenu d'une véritable obligation d'intervenir pour prévenir une catastrophe humanitaire qui était en cours et qui avait été constatée par les résolutions du Conseil de sécurité pour sauvegarder quoi, mais pour sauvegarder des valeurs essentielles qui sont elles aussi érigées

au rang de *jus cogens*. Est-ce que le droit à la vie, l'intégrité physique de la personne, l'interdiction des tortures, est-ce que ce ne sont pas des normes érigées au rang de *jus cogens* ? Elles sont incontestablement érigées au rang de *jus cogens*, c'est si vrai que les instruments internationaux sur les droits de l'homme (convention européenne des droits de l'homme, les pactes qui ont été cités) constatent une clause de dérogation (pouvoir de suspendre en cas de guerre tous les droits de l'homme sauf le droit à la vie, le droit à l'intégrité de la personne), ce sont des droits absolus et on en déduit que ce sont des droits érigés au rang de *jus cogens*. Donc pour sauvegarder des valeurs fondamentales érigées en *jus cogens*, une catastrophe en cours constatée par l'organisation du Conseil de sécurité, l'OTAN intervient. Et cette intervention comporte une autre caractéristique importante, jamais l'OTAN n'a mis en question l'indépendance politique, l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie, jamais d'ailleurs toutes les résolutions du Conseil de sécurité, les décisions de l'OTAN, les communiqués de presse le rappellent. Donc ce n'est pas une intervention dirigée contre l'intégrité territoriale, l'indépendance pour l'ex-République de Yougoslavie, c'est une intervention pour sauver une population en péril, en détresse profonde. C'est la raison pour laquelle le Royaume de Belgique estime que c'est une intervention humanitaire armée qui est compatible avec l'article 2, paragraphe 4 de la Charte qui ne vise que les interventions dirigées contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Etat en cause.

Et faut-il invoquer des précédents, l'intervention de l'Inde dans le Pakistan oriental, l'intervention de la Tanzanie en Ouganda, du Vietnam au Cambodge, les interventions des pays de l'Afrique de l'Ouest au Libéria d'abord et puis au Sierra Leone, sans doute il y a eu des hésitations dans la doctrine, dans certains membres de la communauté internationale, mais ces interventions n'ont pas été explicitement condamnées par les instances compétentes de l'ONU. Ces précédents joints, couplés avec des résolutions du Conseil de sécurité et le rejet du projet de résolution russe, le 26 mars, comme je l'ai évoqué, tentent et accèdent certainement l'idée que nous sommes là en présence d'une intervention tout à fait licite. Permettez-moi de rappeler ces trois caractéristiques de l'intervention qui ont été constatées par des instances internationales, en l'occurrence le Conseil de sécurité : il y avait une catastrophe humanitaire, le Conseil de sécurité l'a constaté, danger

imminent, il s'agissait de cette situation qui constitue une menace contre la paix constatée par la résolution du Conseil de sécurité et que la puissance responsable de cet état de choses, il est clair dans les trois résolutions du Conseil de sécurité, c'est la République fédérale de Yougoslavie.

C'est une intervention vraiment exceptionnelle qui répond à des critères objectifs. A cela faut-il ajouter la tendance du droit international contemporain à protéger toujours davantage les minorités ? On invoque contre nous une soi-disante atteinte à la souveraineté, mais le Gouvernement du Royaume de Belgique se permet de citer un passage d'un discours de M. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, le 30 avril dernier, devant l'université de Michigan. Monsieur le Secrétaire général dit ceci «no Government has the right to hide behind national sovereignty in order to violate the human rights or fundamental freedoms of its peoples» et le Secrétaire général ajoute, et c'est très important «Emerging slowly, but I believe surely is an international norm against the violent repression of minorities that will and must take precedence over concerns of State sovereignty».

Il y avait une autre, et il y a toujours une autre dimension de cette intervention armée. C'est pour protéger une population en détresse d'une catastrophe humanitaire, mais aussi l'intervention armée de l'OTAN vise à sauvegarder la stabilité de toute une région car les résolutions du Conseil de sécurité ont également constaté que le comportement de la République fédérale de Yougoslavie au Kosovo créait une menace contre la paix et la sécurité internationales en affectant la stabilité de toute une région. Intervention humanitaire armée licite, impérieuse. Et si vous n'étiez pas convaincus, Monsieur le président, Madame et Messieurs les Juges, que nous nous trouvons ici en présence d'une intervention humanitaire armée admise par le droit international, le Gouvernement du Royaume de Belgique pourrait invoquer en dernier lieu, en ordre subsidiaire, l'état de nécessité.

L'état de nécessité

L'état de nécessité, constaté par toutes les disciplines juridiques consacrées en droit international incontestablement, l'article 33 du projet de résolution de la Commission du droit international y fait écho.

Permettez-moi de vous suggérer une définition : qu'est ce que c'est que l'état de nécessité ? L'état de nécessité constitue la cause de justification de la violation d'une règle obligatoire pour, en face d'un danger grave et imminent, sauvegarder des valeurs supérieures à celles que protège la règle violée. Et permettez-moi de reprendre un à un les éléments de cette définition pour les confronter au cas qui nous occupe aujourd'hui.

Premièrement, quelle est la règle violée ? Nous n'acceptons pas que cette règle a été violée mais soit par hypothèse, la règle violée est celle qui interdit le recours à la force. Où est le danger imminent, grave et imminent ? Mais il est là, c'est hésiter au moment de l'intervention armée; il est toujours là, c'est la catastrophe humanitaire constatée par les résolutions du Conseil de sécurité - danger imminent. Quelles sont les valeurs supérieures que cette intervention tend à sauvegarder ? Mais ce sont les droits qui relèvent du *jus cogens*. C'est la sécurité collective de toute une région. Est-ce que, dernier élément de l'état de nécessité, je l'ai oublié, il faut que les actes soient proportionnés; il faut que l'intervention soit proportionnée à la menace. L'intervention est tout à fait proportionnée à la gravité de la menace; elle se limite à des bombardements aériens dirigés uniquement, exclusivement, contre la machine de guerre de l'agresseur et contre son complexe militaro-industriel.

Vous voyez que vous êtes devant un recours à la force qui est aux antipodes du parallélisme qui a été tracé ce matin par un de mes estimés contradicteurs; le parallélisme avec les dictats du régime nazi vis-à-vis de ses voisins pacifiques. Le Royaume de Belgique est au regret de devoir dire que ce parallélisme est totalement inadmissible et qu'il est de nature à choquer la conscience juridique civilisée. Nous sommes dans une situation tout à fait opposée, nous sommes plutôt, les pays membres de l'OTAN, pays démocratiques dont les gouvernements sont librement élus contre un régime qui renie les valeurs les plus fondamentales de l'humanité.

La balance des titres en présence

J'en reviens maintenant à un autre élément qui doit, à un autre critère qui préside à l'octroi de mesures conservatoires, c'est la balance des intérêts en présence.

Quand vous accordez des mesures conservatoires vous pouvez diriger ces mesures conservatoires contre un seul des Etats partie au litige ou vous pouvez les bilatéraliser et vous adresser aux deux parties. Il est très difficile de spéculer sur votre décision mais imaginons que vous adressiez des mesures conservatoires à l'Etat ou aux Etats défendeurs. Vous voulez entraver son action humanitaire mais vous n'allez pas empêcher la poursuite des violations graves et massives des droits fondamentaux au Kosovo.

En effet, il est clairement établi que la République fédérale de Yougoslavie fait fi des décisions des instances internationales. Qu'il s'agisse des instances politiques, du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale, ou qu'il s'agisse de vous-mêmes, car je me permets de vous rappeler vos ordonnances. Vos ordonnances en date du 8 avril 1993, 13 septembre 1993. Deux ordonnances de mesures conservatoires que vous avez adressées à la République fédérale de Yougoslavie dans l'affaire Bosnie contre Yougoslavie. Qu'est-il advenu de ces ordonnances ? Est-ce que ces ordonnances ont été exécutées ? Est-ce que les mesures conservatoires ont été exécutées ? On peut en douter sérieusement. Donc vous avez adressé des mesures conservatoires à la République fédérale de Yougoslavie dont on sait bien qu'elle ignore allègrement, complètement les décisions internationales; vous risquez d'entraver une action humanitaire qui est en cours et qui obéit à une nécessité impérieuse. L'accueil des mesures conservatoires risque d'être beaucoup plus préjudiciable que leur rejet. Et c'est ici que le Royaume de Belgique se permet de vous inviter à procéder à une balance des intérêts en présence.

Incompatibilité au Royaume de Belgique des actes allégués

Un autre point important c'est l'imputabilité, ne fusse qu'apparente, des reproches formulés au Royaume de Belgique. On parle de destruction, d'atteinte à l'environnement, d'utilisation d'armes prohibées, mais nulle part on n'a produit d'éléments qui puissent établir *prima facie* que ces faits sont imputables aux forces militaires appartenant au Royaume de Belgique. En fait, les mesures qui sont sollicitées devant vous aujourd'hui, obéissent; cette démarche obéit à un objectif purement politique et tactique. Il s'agit d'une démarche tactique en vue d'entraver les initiatives en cours au niveau international.

L'objet purement politique de la demande de mesures conservatoires

Par ailleurs si jamais vous ordonnez des mesures provisoires, des mesures conservatoires dans le cas présent, vous risquez de préjuger du fond de l'affaire car comment la demande de l'Etat demandeur est formulée «The Kingdom of Belgium shall seise immediately its acts of use of force and shall refrain from any act of threat or use of force against the Federal Republic of Yugoslavia.» Mais cette demande fondée sur le postulat que les actes visés sont illicites, juge nécessairement de la licéité des actes en question.

Les mesures postulées sont vagues, à ce point vagues qu'on peut se demander si elles sont compatibles avec la notion de mesures conservatoires. Encore une fois, je me permets de répéter, il s'agit d'un avantage tactique à court terme qui est recherché.

Je me permettrai de conclure. Monsieur le président, Madame et Messieurs les juges, votre jurisprudence sur les mesures conservatoires est restrictive, vous n'accordez pas des mesures conservatoires à la légère. Sans doute, dans le passé vous avez accordé des mesures conservatoires en cas de conflits armés, c'est exact. Mais le Royaume de Belgique tient à souligner que le cas qui vous est soumis aujourd'hui se distingue fondamentalement des cas précédents.

En ce qui concerne le défendeur, le Royaume de Belgique, et j'ai essayé de le démontrer, on ne saurait sérieusement lui reprocher une quelconque intention de génocide qu'il serait en passe de commettre : que du contraire. Donc nous sommes en présence d'un cas fondamentalement différent du cas Bosnie contre Yougoslavie dont vous avez connu en 1990.

Nous ne sommes pas non plus en présence d'un conflit de frontière ou d'une aide procurée à des rebelles pour déstabiliser un régime dont on appréhende une menace pour la sécurité de la région. Ici c'est bien plus que cela. Vous êtes en présence d'une intervention de sauvetage de toute une population en péril, victime de violations graves et à grande échelle de ses droits érigés au rang de norme de *jus cogens*. Si vous ordonnez la cessation de cette action de police humanitaire vous allez amplifier la catastrophe et vous créez un préjudice irréparable dans le chef de cette population persécutée, préjudice bien plus grave que celui que l'OTAN est en train de commettre au complexe militaro-industriel et à la machine de guerre de l'agresseur. Vous allez fragiliser une action humanitaire d'assistance à une personne en danger. Vous procurerez un précieux ballon d'oxygène

à un système destructeur aux abois. Vous érigerez, et c'est le risque, le piège à instruments d'un stratège habile qui utilise toutes les voies dilatoires pour se soustraire à ses engagements internationaux et pour poursuivre ses desseins sinistres. Vous ferez justice en refusant toutes mesures provisoires et la cause des droits de l'homme et du droit international contemporain, le protecteur des faibles et des opprimés, en sortira grandi. Le maintien de la pression militaire sur l'opresseur couplé aux initiatives diplomatiques récentes entreprises à la suite du sommet de G-8, sont en train de converger. Il faut donc maintenir la pression, et le maintien de la pression militaire est une condition *sine qua non* pour instaurer la paix dans la région.

Je vous remercie de votre attention, je me permets de repasser la parole, avec votre autorisation, Monsieur le président, à Madame l'agent du gouvernement.

The VICE-PRESIDENT, acting President: Thank you. I give the floor to Madame Raymonde Foucart-Kleynen.

Observations finales

Mme FOUCART-KLEYNEN : Monsieur le président, Madame, Messieurs les Membres de la Cour.

En raison de tous les motifs qui viennent d'être développés par son conseil, le Royaume de Belgique prie votre Cour sans aucune reconnaissance préjudiciable, quant au fond de l'affaire,

De déclarer la demande de mesures conservatoires formulée par la République fédérale de Yougoslavie non recevable en raison de l'absence de toute apparence de compétence de votre Cour pour connaître de l'affaire,

et, en tout cas,

Dire qu'il n'y a lieu d'indiquer des mesures conservatoires

en raison, d'une part,

De l'absence de toute apparence d'éléments qui, selon la jurisprudence de la Cour et des principes généraux du droit international sont de nature à justifier des mesures conservatoires

et, d'autre part,

Des effets graves de telles mesures auraient sur le dénouement de la crise humanitaire causée par la République fédérale de Yougoslavie au Kosovo et dans les pays voisins.

Je remercie la Cour de sa bienveillante attention.

The VICE-PRESIDENT, acting President : Thank you. The Court will adjourn now for a few minutes and resume with the submissions of Canada.

The Court rose at 3.55 p.m.

Non-Corrigé
Uncorrected

Traduction
Translation

CR 99/15 (traduction)

CR 99/15 (translation)

Lundi 10 mai 1999 à 15 heures

Monday 10 May 1999 at 3 p.m.

06

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Veuillez vous asseoir. La Cour se réunit maintenant afin d'entendre les conclusions de la Belgique dans l'affaire portée par la Yougoslavie contre la Belgique, et j'ai l plaisir de donner la parole à l'agent du gouvernement de la Belgique, Madame Raymonde Foucart-Kleynen.

Mrs. FOUCART-KLEYNEN: Mr. President, Members of the Court, it is a great honour for me to appear before the Court as Agent for the Government of the Kingdom of Belgium.

Allow me to introduce the members of my legal team who will speak on behalf of the Kingdom of Belgium: Mr. Johan Verbeke, Deputy Director General at the Ministry of Foreign Affairs, as Deputy Agent for the Government, and Mr. Rusen Ergec, Professor at the Free University of Brussels and Member of the Brussels Bar, as Counsel.

The arguments which will be put forward by our Counsel concern first the lack of prima facie jurisdiction of the Court, second the urgency of the suggested measures, third the absence of any apparent basis for the alleged violations and the necessity for the use of force, while the last ground will examine the content of the provisional measures sought. With the Court's permission, I shall give the floor to our counsel, Mr. Ergec.

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Je vous remercie. Je passe la parole à Monsieur Rusen Ergec.

Mr. ERGEC: Thank you, Mr. President. Members of the Court, we all heard and listened carefully to the arguments put forward this morning by the applicant State. One thing stood out: the statement of the facts. In our opinion, this statement of the facts contained many errors and the context of the armed intervention was seriously distorted. For this reason, let me commence with a short introduction with emphasis on the facts.

*

* *

I. FACTS AND PAST HISTORY

07

Background

May I remind you that in 1974 the province of Kosovo was granted wide-ranging autonomy, but that in 1989 this autonomy was abruptly abolished by Mr. Milosević's régime. In 1992, as you know, the inception of the Federal Republic of Yugoslavia was proclaimed, and at the beginning of 1998 events began to accelerate: clashes between the Kosovo Albanians and the Serbs became more and more frequent. The massacres and the ethnic cleansing began.

It was at this point that the Security Council became involved. Allow me to recall the three resolutions.

Security Council resolution of 31 March 1998 — resolution 1160 (1998)

The Security Council resolution of 31 March 1998 — resolution 1160 — was taken under Chapter VII of the Charter of the United Nations. The resolution noted a threat to international peace and security and condemned the use of excessive force by Serbian police forces against civilians and peaceful demonstrators in Kosovo.

The Security Council urged a political solution to the question, and demanded substantially increased autonomy for Kosovo. The resolution contained conditions very similar to those subsequently laid down by NATO: the initiation of meaningful, peaceful dialogue; the withdrawal of police units and military and paramilitary forces; allowing humanitarian organizations to gain access to the areas where refugees were in distress; a mission to Kosovo by the United Nations High Commissioner on Human Rights.

The Federal Republic of Yugoslavia ignored the resolution. The situation continued to deteriorate.

Security Council resolution of 23 September 1998 — resolution 1199 (1998)

There was the report of the Secretary-General, written pursuant to the Security Council resolution which I quoted just now. Following on from the report of the Secretary-General, a second resolution was adopted, resolution 1199 (1998), the second resolution of 23 September 1998.

08

Once again, the indiscriminate use of force was condemned. However, a very important form of wording was used in the resolution. The Security Council was alarmed, let me emphasize, "at *the impending humanitarian catastrophe*". This is very important for our legal reasoning later in this statement.

The impending humanitarian catastrophe noted by the Security Council

Still under Chapter VII of the Charter, the Security Council reiterated the demands made in the previous resolution.

Then came the report of the Secretary-General of the United Nations two months later, pursuant to that resolution on the situation in Kosovo. What did the Secretary-General of the United Nations say? He said that fighting was continuing and that the Federal Republic of Yugoslavia continued to ignore the resolution, in flagrant breach of the previous resolution. The Secretary-General noted that a further 20,000 people had been displaced, that increasingly civilians had become the main target in the conflict and that there were still 200,000 displaced people inside Kosovo, as recorded by the High Commissioner for Refugees.

Agreements of October 1998

Thus the situation deteriorated. Then came the agreements of October 1998, which were mentioned this morning: (a) Milosević-Holbrooke Agreement (S/1998.953); (b) Agreement between NATO and the Federal Republic of Yugoslavia; (c) Agreement between NATO and the Federal Republic of Yugoslavia; (d) Agreement between the Federal Republic of Yugoslavia and the Organization for Security and Cooperation in Europe. The Secretary-General of the United Nations nevertheless noted, in the reports quoted in the memorandum which we filed, that there were "*alarming signs that there was a risk of the situation deteriorating*".

Security Council resolution of 24 October 1998 — resolution 1203 (1998)

And it was following this observation that the third resolution was taken: Security Council resolution 1203 of 24 October of the same year. Still under Chapter VII of the Charter: the finding of a threat to international peace and security arising from the situation in Kosovo. Once again, that

09

very important form of wording appeared in the resolution, *the impending humanitarian catastrophe*; the Security Council expressed its alarm at the impending humanitarian catastrophe.

The Security Council recalled that the Federal Republic of Yugoslavia had undertaken publicly to bring negotiations for a political settlement of the question to a successful conclusion, and it reiterated its previous resolutions which had been ignored by the Federal Republic of Yugoslavia.

The situation became worse. In January the massacres resumed. There was a new report of the Secretary-General, dated 29 January, two months before NATO's armed intervention. What did the Secretary-General say?

He stated that three resolutions had been addressed to the Federal Republic of Yugoslavia and urged it to meet its commitments. Yet the massacres continued and on 29 January the Secretary-General of the United Nations noted a major change in the character of the violence in Kosovo. What was happening? The massacres were becoming generalized.

From that time onwards they covered almost the entire territory of Kosovo and above all they began to target the élite, the intelligentsia, all the intellectuals who advocated a spirit of openness and tolerance became the target of a campaign of fear; watch out, they were told: the population as a whole is being terrorized, including the elite and the intellectuals.

Massacre of Racak

Then came the massacre at Racak, the sombre event which shocked the conscience of the civilized world. On 15 January 1999, 45 Kosovar civilians were killed. The Yugoslav troops (paramilitary forces) entered the village on 15 January and when they left the next day, 16 January, 45 civilians, including women and children, were found massacred. An autopsy mission established that responsibility for the massacre lay with the military or paramilitary forces of the Federal Republic of Yugoslavia.

10

Position of NATO

On 30 January, the NATO Council expressed the view that the Kosovo crisis remained a threat to peace, and NATO called on the Parties to start negotiations at Rambouillet; at the same

time, in view of the catastrophic deterioration in the situation, it authorized its Secretary-General to order airstrikes on military — I stress, military — objectives in the Federal Republic of Yugoslavia.

Contact group

The Rambouillet negotiations were then getting under way. You know what happened at Rambouillet; you know that the Kosovars signed the agreement and that the Federal Republic of Yugoslavia refused to do so.

Report from the United Nations Secretary-General

This brought us to the brink of armed intervention. On 17 March 1999, the United Nations Secretary-General issued a further report in which he stated that there had been deliberate killings of civilians, summary executions, brutality to prisoners and kidnappings. On 17 March the Secretary-General's report stated that 211,000 persons were displaced within Kosovo, and put at 25,000 the number of persons displaced to Montenegro. He observed that the Serbian forces were still flagrantly violating the Security Council resolutions referred to above.

Action by NATO

On 24 March 1999, the NATO Secretary-General, using powers properly conferred, started the intervention. With what objectives? — peace, multiethnicity, democracy for a Kosovo in which all the members of the Kosovo community, whatever their racial, ethnic or religious origin, can live in peace, in compliance with fundamental human rights. The conditions set out by NATO for halting the airstrikes that had begun were the following, and they were to remain unchanged, subject to the decisions taken at the G-8 summit, which I shall describe below:

- (i) end of all military action in Kosovo;
- (ii) withdrawal of military forces;
- (iii) acceptance of an international military presence in Kosovo;
- (iv) return of all refugees and displaced persons to their homes; humanitarian aid organizations to be allowed access to these refugees;

- (v) assurances given by the Federal Republic of Yugoslavia of its will to achieve a political settlement of the crisis.

If you look carefully at these conditions you will find that they are quite close, I repeat, to the conditions which had already been stipulated by the Security Council.

Rejection of the resolution proposed to the Security Council by the Russian Delegation

There is one last salient point to which I wish to bring your attention: on 26 March, two days after operations started, the Russian Representative laid before the Security Council a draft resolution condemning NATO armed intervention as contrary to the United Nations Charter. That proposal was thrown out by twelve votes to three, and if you read the discussions preceding the adoption of the relevant resolution you will find this said: "Immediate cessation of NATO action would once again send the wrong message to President Milosević, which could well prolong bloodshed in Kosovo".

Further systematic, large-scale and flagrant violations of human rights in Kosovo

The systematic, large-scale and flagrant violations of human rights in Kosovo continued. I may cite a recent report from the Human Rights Commission released in April, which describes extensive ethnic cleansing.

Position of the G-8

Then came the G-8 summit. The decision was taken on 6 May. G-8 comprises, as you know, not only some of the NATO powers but also Russia and Japan. It adopted a decision for a peaceful settlement of the conflict largely in line — give or take minor discrepancies — with the substance of the conditions laid down by NATO.

I have summarized the facts. What do these facts signify? Contempt for decisions taken by the highest international agencies; time-wasting manoeuvring; and a systematic policy of purging and repression of the Albanian minority in Kosovo, to say nothing of other serious violations of human rights committed by the Yugoslav authorities.

II. The request for provisional measures

I turn now to the attitude of the Government of the Kingdom of Belgium to the problem of provisional measures. The Kingdom of Belgium takes the view that the conditions for the indication of provisional measures have not been met.

In the first place, your Court has no *prima facie* jurisdiction.

Secondly, the urgency of the matter has not been established.

Thirdly, the imminence of irreparable harm and the risk of aggravation of the dispute have not been established either.

Lack of *prima facie* jurisdiction

I begin with the question of the Court's *prima facie* jurisdiction. The request is based on Article 36, paragraph 2, of your Statute. But, I hardly need to say this, Mr. President, the Court's jurisdiction is governed by Article 36, paragraph 2, of your Statute. And the declaration provided for in that paragraph can be made only by States which are *ipso jure* full parties to your Court's Statute, as provided in Article 93 of the United Nations Charter. The crucial question arising, in order to determine whether or not this recognition of your Court's jurisdiction is valid, is the issue of whether the Federal Republic of Yugoslavia can claim to have retained the status of United Nations Member enjoyed by the former Federative Socialist Republic of Yugoslavia. There is no doubt whatever that the answer is "no". Allow me to recall briefly the background.

When the Federative Socialist Republic of Yugoslavia broke up, all the other Member States — Slovenia, Croatia, Bosnia-Herzegovina and Macedonia — applied for United Nations membership because these republics took the view that none of them could claim continuity with the former State of Yugoslavia. Thus they quite rightly took the view that they were the successor States of the former Federative Socialist Republic of Yugoslavia and that they accordingly needed to apply for membership of the United Nations. They were admitted, but the Federal Republic of Yugoslavia itself made no such application. Why? The Federal Republic of Yugoslavia has always taken the view that it was the sole successor of the former Federative Socialist Republic of Yugoslavia. Does the international community agree? Does the United Nations agree? No. On

13

22 September 1992, in a very important resolution (47/1) the UN General Assembly voted overwhelmingly, by 127 votes to 6, with 26 abstentions, for a resolution recommended by the Security Council which I quote, all these resolutions can be quoted. What does the General Assembly say in this resolution? It says that the Federal Republic of Yugoslavia cannot claim the membership status enjoyed by the former Republic of Yugoslavia. Thus, to take a seat at the United Nations, of which it is not a Member, it "should apply for membership". The resolution is quite clear.

On 28 October 1996, the permanent representatives of Slovenia, Croatia, Bosnia-Herzegovina and Macedonia again wrote to the United Nations Secretary-General stating that the Federal Republic of Yugoslavia could not claim the succession of the former Socialist Republic (Doc. A/51/564-S/1996/885, quoted by Mr. Wood). On this point, the Member States of the European Union, and of the Islamic Conference, and the United States, all agreed with the view taken by the United Nations bodies.

Also, Mr. President, Members of the Court, the clearest evidence that the Federal Republic of Yugoslavia is not the successor of the former Yugoslavia is provided by the Federal Republic of Yugoslavia itself in a declaration made by that country's Foreign Minister on 22 September 1992 to the General Assembly, when he said: "I hereby formally request membership in the United Nations on behalf of the new Yugoslavia, whose Government I represent" (Doc. A/47/PV.7, p. 149, quoted by Mr. Wood).

If you are already a Member, why apply for membership? Here, the Foreign Minister recognized, as demanded by the Assembly General, that an application had to be made. But merely applying does not suffice; what is required is that the relevant United Nations bodies decide on the basis of Article 4 of the Charter to admit the Federal Republic of Yugoslavia to the Organization. No such decision has ever been taken, and the relevant United Nations bodies — the Security Council and the General Assembly — have never altered their 1992 decision, to the effect that the Federal Republic of Yugoslavia cannot claim to be the successor of the former Yugoslavia. Specialized international agencies agree: the Universal Postal Union and the Governing Body of the International Labour Office also agree, so does the World Health Organization. Our conclusion

14

must be that, as the Federal Republic of Yugoslavia is not a Member of United Nations, it is not party to your Statute either, and, this being so, it could not properly, under Article 36, paragraph 2, of that instrument, declare that it recognizes your Court's jurisdiction. Manifestly, in the absence of such recognition, you have no jurisdiction to entertain this request.

The alleged jurisdiction of your Court under Article IX of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide

The second head of the Court's jurisdiction relied on by the Federal Republic of Yugoslavia is Article IX of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide.

Mr. President, Members of the Court, this is nothing but a procedural device and the Kingdom of Belgium will show you why. It is a blatant abuse of the procedure. Before you can entertain a request or declare the Court prima facie competent on the basis of this ground of jurisdiction, it is necessary that the issue raised concerns the interpretation or the application of the Convention. You said so yourselves in your Order of 8 April 1993: you stated that the Court has jurisdiction:

"to the extent that the subject-matter of the dispute relates to 'the interpretation, application or fulfilment' of the Convention, including disputes 'relating to the responsibility of a State for genocide or for any of the other acts enumerated in article III' of the Convention" (para. 26).

Conclusion as to the jurisdiction of your Court

Thus the issue in the dispute must pertain to the scope of the Convention, which is determined by the concept of "genocide" [acts of genocide]. To charge Belgium with genocide in this case is an abuse of the Court's procedure and lacking in any serious basis. For genocide to exist — and the Convention itself defines it — there must be intent, the intent to destroy some or all of an ethnic, racial or religious population. I defy the Federal Republic of Yugoslavia to produce any evidence whatever of such intention, real or apparent. No such evidence has been offered. It is quite clear that the situation lies outside the scope of the Genocide Convention and consequently, prima facie, there is not the slightest ground of jurisdiction here either. It is perfectly clear that you do not have jurisdiction on the basis of this Convention.

The issue of urgency

The alleged urgency of the matter is contradicted by the facts: this morning the applicant State — I was listening carefully — itself recognized this. We were told that "as early as October 1998, NATO had threatened the use of force". This is true. The parties agree on this. But why then was the Court's jurisdiction not recognized then and provisional measures already requested? The threat of force is, *ex hypothesi*, just as illegal as the use of force. Why wait?

On 30 January 1999, the NATO Council, I may remind the Court, publicly authorized its Secretary-General to launch air strikes; still your Court's jurisdiction was not recognized. The air strikes were in fact launched on 24 March, your Court's jurisdiction was still not recognized. Only at the end of April, with the system under mounting pressure, did the Yugoslav authorities, with a purely tactical manoeuvre, decide to recognize your Court's jurisdiction in the hope of securing temporary relief.

The absolute and compelling need for the current armed operation

As regards the intervention, the Kingdom of Belgium takes the view that the Security Council's resolutions which I have just cited provide an unchallengeable basis for the armed intervention. They are clear, and they are based on Chapter VII of the Charter, under which the Security Council may determine the existence of any threat to international peace and security. But we need to go further and develop the idea of armed humanitarian intervention. NATO, and the Kingdom of Belgium in particular, felt obliged to intervene to forestall an ongoing humanitarian catastrophe, acknowledged in Security Council resolutions. To safeguard what? To safeguard, Mr. President, essential values which also rank as *jus cogens*. Are the right to life, physical integrity, the prohibition of torture, are these not norms with the status of *jus cogens*? They undeniably have this status, so much so that international instruments on human rights (the European Human Rights Convention, the agreements mentioned above) protect them in a waiver clause (the power of suspension in case of war of all human rights except right to life and integrity of the individual): thus they are absolute rights, from which we may conclude that they belong to the *jus cogens*. Thus, NATO intervened to protect fundamental values enshrined in the *jus cogens*

and to prevent an impending catastrophe recognized as such by the Security Council. There is another important feature of NATO's action: NATO has never questioned the political independence and the territorial integrity of the Federal Republic of Yugoslavia — the Security Council's resolutions, the NATO decisions, and the press releases have, moreover, consistently stressed this. Thus this is not an intervention against the territorial integrity or independence of the former Republic of Yugoslavia. The purpose of NATO's intervention is to rescue a people in peril, in deep distress. For this reason the Kingdom of Belgium takes the view that this is an armed humanitarian intervention, compatible with Article 2, paragraph 4, of the Charter, which covers only intervention against the territorial integrity or political independence of a State.

There is no shortage of precedents. India's intervention in Eastern Pakistan; Tanzania's intervention in Uganda; Vietnam in Cambodia, the West African countries' interventions first in Liberia and then in Sierra Leone. While there may have been certain doubts expressed in the doctrine, and among some members of the international community, these interventions have not been expressly condemned by the relevant United Nations bodies. These precedents, combined with Security Council resolutions and the rejection of the draft Russian resolution on 26 March, which I have already referred to, undoubtedly support and substantiate our contention that the NATO intervention is entirely legal. Allow me to remind the Court of the three features of the intervention which have been noted by the international authorities, in this case the Security Council; there was a humanitarian catastrophe, recognised by the Security Council, imminent danger, i.e., a situation constituting a threat to peace as noted by the Security Council resolution; and the power responsible for this — as is made clear in the three Security Council resolutions — is the Federal Republic of Yugoslavia.

The intervention is of a quite exceptional character, prompted by entirely objective criteria. In the circumstances do we need to add another consideration, the tendency in contemporary international law towards a steadily greater protection of minorities? We are accused of encroaching on sovereignty, but the Government of the Kingdom of Belgium would like to quote a passage from a speech given by Mr. Kofi Annan, United Nations Secretary-General, on 30 April last, at the University of Michigan. Mr. Annan said "no Government has the right to hide behind

national sovereignty in order to violate the human rights or fundamental freedoms of its peoples", and he added a very important point, "Emerging slowly, but I believe surely is an international norm against the violent repression of minorities that will and must take precedence over concerns of State sovereignty".

NATO's action has had and still has a further dimension. The aim is to protect a distressed population in the throes of a humanitarian catastrophe, but there is also a need to safeguard the stability of an entire region, for the Security Council resolutions have also noted that the behaviour of the Federal Republic of Yugoslavia in Kosovo was generating a threat to international peace and security by impairing the stability of the whole area. This is a case of a lawful armed humanitarian intervention for which there is a compelling necessity. And, Mr. President, Members of the Court, if we have failed to convince you that what has been taking place is armed humanitarian intervention justified by international law, the Government of the Kingdom of Belgium will also plead, in the alternative, that there is a state of necessity.

The state of necessity

The notion of a state of necessity, which is enshrined in all branches of the law, is unquestionably acknowledged in international law; and the draft Article 33 proposed by the International Law Commission reflects this.

1 0 Allow me to suggest a definition to the Court: what is a state of necessity? A state of necessity is the cause which justifies the violation of a binding rule in order to safeguard, in face of grave and imminent peril, values which are higher than those protected by the rule which has been breached. Let me review the elements of this definition one at a time and set them against the case we are dealing with today.

First, what rule has been breached? We do not accept that any rule has been breached. However, for the sake of argument, let us say that it is the rule prohibiting the use of force. Where is the imminent peril, the grave and imminent peril? There it was — no doubt about it — at the time of the armed intervention; there it is still, the humanitarian catastrophe recorded in the resolutions of the Security Council — an impending peril. What are the higher values which this

intervention attempts to safeguard? They are rights of *jus cogens*. It is the collective security of an entire region. And the final element of a state of necessity, I almost forgot, is that the acts must be proportionate; the intervention must be proportional to the threat. The intervention is wholly in proportion to the gravity of the peril; it is limited to aerial bombardments directed solely and exclusively against the war machine of the aggressor and against its military-industrial complex.

The Court will see that this is a use of force which is utterly unlike the parallel drawn this morning by one of my esteemed opponents; a parallel with what was the *diktats* of the Nazi régime to its peaceful neighbours. The Kingdom of Belgium regrets to have to say that it finds such a parallel totally unacceptable, and apt to shock the civilized legal conscience. The situation is the total reverse. It is we, the member countries of NATO, democratic countries with freely elected governments, who find ourselves confronted by a régime which rejects the most fundamental values of humanity.

The balance of the interests concerned

I now return to a further element, to another criterion determining the granting of provisional measures, namely the balance of the interests concerned.

19

When the Court grants provisional measures, it may direct such measures against a single one of the States in dispute or it may address them bilaterally to both parties. It is very difficult to speculate as to what your decision will be. However, let us assume that the Court were to indicate provisional measures against both the applicant and the respondent State. You would hinder the humanitarian action but you would not stop severe and massive violations of fundamental rights from continuing in Kosovo.

Indeed, it is abundantly clear that the Federal Republic of Yugoslavia cares not one whit for the decisions of international agencies, be they political bodies, the Security Council, the General Assembly or even your Court. Let me just remind you of your own Orders: Orders dated 8 April 1993, 13 September 1993. Two Orders indicating provisional measures against the Federal Republic of Yugoslavia in the case of Bosnia against Yugoslavia. What became of these Orders? Were they complied with? Were the provisional measures implemented? There are grave doubts

on this score. Thus, the Court has indicated provisional measures against the Federal Republic of Yugoslavia, and it is known that Yugoslavia cheerfully ignores them, utterly ignores them, ignores these international decisions. You would run the risk of hampering an ongoing humanitarian operation which meets a desperate need. To indicate provisional measures is likely to be far more damaging than to refuse to do so. And at this point the Kingdom of Belgium respectfully urges the Court to weigh up the balance of the interests concerned.

Whether the alleged acts may be imputed to the Kingdom of Belgium

A further important point is whether the acts alleged against the Kingdom of Belgium are properly imputable to it, even if only apparently so. There has been talk of destruction, of damage to the environment, of the use of prohibited weapons, but nowhere have we seen evidence establishing prima facie that such facts are imputable to the military forces of the Kingdom of Belgium. In fact, the measures requested of the Court today serve a purely political and tactical objective. It is a tactical step designed to hinder initiatives under way at international level.

20

The purely political purpose of the request for provisional measures

Moreover, if the Court were to order provisional measures in this case, it would run the risk of prejudging the merits of the case. For let us see how the request of the applicant State is worded: "The Kingdom of Belgium shall cease immediately its acts of use of force and shall refrain from any act of threat or use of force against the Federal Republic of Yugoslavia." Yet this request, based on the premise that the acts concerned are illegal, necessarily prejudices their legality.

The measures as formulated are vague, so vague that it may be asked whether they are compatible with the concept of provisional measures. Once again, I repeat, a tactical, short-term advantage is being sought.

Let me sum up. Mr. President, Members of the Court, your jurisprudence on provisional measures is restrictive; the Court does not grant provisional measures lightly. Undoubtedly, in the past the Court has granted provisional measures in cases of armed conflict, that is true. However, the Kingdom of Belgium would point out that the case before you is fundamentally different from previous cases.

In the case of the Respondent, the Kingdom of Belgium, as I have sought to show, it cannot seriously be alleged that it has any intention whatsoever of committing genocide, or that it is actually committing genocide. Quite the reverse. We are therefore dealing with a case which is fundamentally different from the case of Bosnia against Yugoslavia, which the Court heard in 1990 [*sic*].

Nor are we dealing with a frontier dispute or a case of assistance to rebels with the intention of destabilizing a régime, something which might constitute a threat to the security of the region. There is much more than that in this case. The Court is dealing with an intervention to save an entire population in peril, a population which is the victim of severe, widespread violations of its rights, rights which have the status of a norm of *jus cogens*. Were the Court to order this humanitarian policing action to stop, it would magnify the catastrophe and would create irreparable damage within this persecuted group of the population, damage which would be far more serious than that which NATO is inflicting on the aggressor's military-industrial complex and its war machine. It would weaken humanitarian action that is providing assistance to persons in danger. It would give a precious breathing space to a destructive system which is now on its knees. The Court would fall into the trap, and this is the risk, of becoming the instrument of a cunning strategist which is using all sorts of delaying tactics in order to escape its international commitments and to pursue its evil ends. The Court would render justice by refusing any kind of provisional measure. And the cause of human rights and of contemporary international law, the champion of the weak and the oppressed, would be enhanced. On-going military pressure on the oppressor, and recent diplomatic initiatives undertaken as a result of the G-8 summit, are converging. Pressure must be maintained, and continuing military pressure is a condition *sine qua non* of establishing peace in the region.

Thank you for your attention, and with your permission, Mr. President, I would like to give the floor to the Agent of the Government.

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Je vous remercie. Je donne la parole à Madame Raymonde Foucart-Kleynen.

Concluding remarks

Mrs. FOUCART-KLEYNEN: Mr. President, Members of the Court,

For all the reasons put forward by counsel, the Kingdom of Belgium requests the Court, without prejudice to the merits of the case:

— to declare the request for provisional measures submitted by the Federal Republic of Yugoslavia inadmissible on the grounds that the Court has not even a shred of jurisdiction to hear the case;

and, in any event,

— to state that there are no grounds for the indication of provisional measures:

first, because there is no trace of any element in the jurisprudence of the Court or in the general principles of international law which might justify provisional measures; and

second, because of the serious effects which such measures would have on the outcome of the humanitarian crisis instigated by the Federal Republic of Yugoslavia in Kosovo and in neighbouring countries.

I thank the Court for its gracious attention.

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Je vous remercie. La séance sera suspendue pendant quelques minutes et reprendra avec les observations du Canada.

L'audience est levée à 15h.55.
